

Acteurs

Le Matin Dimanche | 28 juin 2015



People Louise Bourgoïn, l'ex-Miss Météo, ne rêve que de rôles impossibles **23**

AFP/Loïc Venance

«Ma proposition de fermer la frontière concerne tous les Suisses»

Migration Que faire face à l'afflux de réfugiés au Tessin? Le conseiller d'Etat tessinois et membre de la Lega Norman Gobbi veut fermer la frontière sud de la Suisse, même s'il est politiquement difficile de le faire.

Dominique Botti

dominique.botti@lematindimanche.ch

Comment un homme d'Etat peut-il en arriver à proposer la fermeture de la frontière?

Je me dis qu'il vaut mieux tirer la sonnette d'alarme aujourd'hui, avant qu'il ne soit trop tard. Je dois défendre les intérêts de mon canton et de la Confédération: sous-évaluer les conséquences de la pression migratoire est peu responsable. Lors du printemps en 2011, Berne a réagi trop tard. Aujourd'hui, la situation est comparable à celle des années 1990. Si l'afflux actuel de réfugiés empire, cela deviendra un réel problème pour la Suisse.

Pourquoi aujourd'hui?

La pression est toujours plus forte sur le Tessin. D'ordinaire, notre canton enregistre un tiers des demandes d'asile. Aujourd'hui, une sur deux. Chiasso est devenue la seule porte de sortie pour les migrants qui sont coincés en Italie. Ils savent que la Suisse respecte ses engagements, contrairement à l'Union européenne (UE). Pour cela, ils arrivent chez nous en fin de journée, lorsque les bureaux italiens commencent à fermer. Ils savent que la Suisse leur donne de l'argent, un toit, un repas et des soins.

Cette idée de fermeture est-elle une faillite de l'Etat?

C'est une faillite de l'Union européenne qui n'assume pas son problème migratoire. La Suisse n'a pas à la subir et à tenter de la résoudre. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga dit exactement la même chose. Evidemment avec un ton moins «leghiste» que le mien. Elle dit que chacun doit faire sa part de travail. La Suisse le fait. En face, non. L'UE laisse l'Italie seule face aux migrants. L'UE ne veut pas de clé de répartition des migrants sur le continent et n'a pas de politique claire en matière d'enregistrement des réfugiés.

Alors quand fermerez-vous la frontière?

Cela ne se fera pas du jour au lendemain. La fermeture est une réponse possible que nous ne devons pas exclure. Au contraire, nous devons nous y préparer de la meilleure manière possible. C'est mon objectif. Cette fermeture doit être discutée avec la Confédération qui est seule compétente à décider. Elle peut le faire en collaboration avec la police cantonale qui intervient dans un deuxième temps, juste après la frontière. Quand la fermerons-nous? Tout dépend de l'évolution de la situation migratoire. Je pense que si rien ne change, il faudra vite la fermer.

Est-ce vraiment légal?

Nous sommes un pays libre et neutre qui a signé les accords bilatéraux, ceux de Dublin et de Schengen. Nous les appliquons de manière correcte. Face à l'inaction de l'UE, je pense que la Suisse peut se sentir libre de faire ce qu'elle veut. La fermeture est d'ailleurs prévue, de manière temporaire, par les accords européens si la sécurité interne est menacée. Ce qui pourrait être le cas prochainement. La France le fait déjà à la frontière avec l'Italie et dans le Pas-de-Calais.

Suite en page 14



En dates

1977

Premiers pas

Norman Gobbi naît le 23 mars à Faido (TI), dans le haut Léventin. A deux pas du club de hockey d'Ambri Piotta dont il est un supporter et un membre actif.

1995

Politique

Il entre à la Lega dei Ticinesi et connaît, un an plus tard, sa première élection à Quinto. C'est le début de la carrière d'un ténor de la politique tessinoise.

2008

Mariage

Il épouse Elena, après plusieurs années de vie commune. Ce père de deux enfants aime valoriser les racines tessinoises de sa famille.

2011

Consécration

Il est élu pour la première fois au Conseil d'Etat. Après avoir été élu au niveau communal, cantonal (Parlement) et fédéral (Conseil national).

Norman Gobbi estime défendre les intérêts de son canton et de la Confédération.

Claudio Bader



Suite de la page 13

Pratiquement, comment se fera cette fermeture?

Ce n'est pas une fermeture tout court. Je ne dis pas qu'il faut rendre étanche le Tessin. Les Romands ont toujours l'impression que lorsqu'un «leghiste» tessinois propose d'agir à la frontière, il veut construire un mur et sortir les mitraillettes. Ce n'est pas ça que je veux, si je peux les rassurer (*rires*). Evidemment que nous maintiendrons le passage des touristes et le commerce de marchandises. Tout comme la circulation des frontaliers, même si je le déplore politiquement. Cette action à la frontière se fera donc grâce à des contrôles encore plus intensifs qu'aujourd'hui. Et nous les avons déjà renforcés.

Parlez-vous au nom du Conseil d'Etat du canton du Tessin?

Je ne parle pas en tant que président du Conseil d'Etat. Je parle à titre personnel.

Quelle sera alors la procédure politique à suivre?

Il me faudra d'abord proposer mon idée au Conseil d'Etat. S'il l'accepte, nous devons ensuite faire une demande au Conseil fédéral. Autant dire que la procédure est longue. A mon avis, les conditions politiques actuelles ne permettront pas la mise en œuvre de cette fermeture. Mais je me dois de la proposer. Il en va de ma responsabilité politique.

Une fois entré en Suisse, un migrant pose-t-il réellement un problème?

C'est un poids pour la Suisse. Il y a une question d'infrastructure. Il y a aussi une question sanitaire. Beaucoup arrivent avec des problèmes de santé. Nous avons constaté que certains avaient la gale. Pour l'instant, la situation est sous contrôle. Mais elle pourrait nous échapper, si d'autres maladies sont constatées. Il y a enfin aussi une question sécuritaire. Qui nous dit qu'il n'y a pas des membres de Daech, parmi les migrants, qui tentent d'entrer en Suisse. Leur présence pourrait menacer la sécurité de l'Etat.

Des terroristes parmi les migrants! Le Service de renseignement de la Confédération est-il au courant?

Ils le sont bien évidemment et collaborent avec la police cantonale.

Avez-vous déjà constaté la présence de traces de Daech à Chiasso?

Nous n'en avons pas encore trouvé. Fort heureusement. Mais il y a un autre problème sécuritaire.

Lequel?

Certains requérants disparaissent dans la nature sans que la Suisse sache qui ils sont réellement. Je m'explique. Le centre de Chiasso ne dispose pas toujours de place disponible. Le requérant est alors envoyé dans un autre centre d'enregistrement à Vallorbe, Altstätten ou Bâle. Dans ce cas, le contrôle sanitaire et sécuritaire de son dossier est effectué partiellement à Chiasso. Il est finalisé une fois à destination. Le problème est que parfois ces requérants n'y arrivent jamais. Ils se déplacent seuls en train. Les contrôles de leur arrivée à destination sont difficiles à faire. Leur absence ne provoque aucune réaction. Personne ne sait où ils sont. Ce qui pose un sérieux problème de sécurité nationale.



Norman Gobbi n'est pas optimiste quant à la résolution du problème des migrants au Tessin. Claudio Bader

«Le Conseil fédéral a beaucoup de compréhension mais peu d'empathie»
Norman Gobbi

Que faire alors?

Le problème que je viens d'évoquer a été reconnu par les parlementaires de la Commission de sécurité du Conseil national qui sont venus nous visiter cette semaine. La solution serait d'organiser des voyages accompagnés d'un centre à l'autre.

Cette question toutefois n'a rien à voir avec la frontière?

Notre objectif est d'éviter que n'importe qui entre en Suisse. Depuis quatre ans, nous intensifions les contrôles pour éviter que les criminels, les Roms et les migrants illégaux entrent dans notre pays. L'esprit de la fermeture de la frontière va dans ce sens.

Sommes-nous en guerre contre les réfugiés?

Nous ne sommes pas en guerre contre les réfugiés. Nous sommes en guerre contre l'UE qui édicte des règles dans le domaine de la migration, mais qui ne les applique pas.

Lorenzo Quadri, municipal de Lugano, qui est membre du même parti que vous, a proposé de construire un mur entre le Tessin et l'Italie. Une bonne idée?

Le fondateur de notre parti Giuliano Bignasca (1945-2013) a déjà fait cette proposition. Personnellement, je pense que la construction de ce mur ne doit pas être physique, mais opérationnelle. Ce que nous faisons aujourd'hui sur le terrain.

Il y a surenchère des phrases chocs dans votre parti?

Lorenzo Quadri tient sa ligne. Quant à moi je tiens ma ligne pragmatique et ouverte à toutes les variantes possibles, avant qu'il ne soit trop tard.

Après avoir proposé de fermer la frontière, quelle réaction avez-vous reçue du Conseil fédéral?

Aucune. Silence total.

Vous sentez-vous abandonné par le Conseil fédéral?

Le Conseil fédéral a beaucoup de compréhension, mais peu d'empathie. Je m'explique cela par l'absence de Tessinois au gouvernement fédéral. Une présence permettrait de faire passer un message à Berne, de favoriser la résolution des problèmes tessinois. C'est grâce au conseiller fédéral Giuseppe Motta que le Tessin n'est pas tombé dans le fascisme durant l'entre-deux-guerres.

Le Tessin est donc isolé en Suisse?

Je pense que la situation à Chiasso concerne toute la Suisse. Les requérants du Tessin se retrouveront rapidement dans les autres cantons. Par ailleurs, j'ai reçu beaucoup de messages de soutien de la part de la Suisse alémanique. Beaucoup moins de la Suisse romande.

C'est-à-dire?

Les Tessinois et les Romands ne se comprennent plus depuis la votation sur l'Espace économique européen en 1992. Pour nous, la pression migratoire est un problème de plus. Qui s'ajoute à notre préoccupation principale: la question des frontaliers.

Le canton de Genève a aussi des frontaliers. Et pourtant il ne propose pas la fermeture des frontières...

Nous vivons deux réalités complètement différentes. Genève est une ville centre, une force d'attraction, un poids économique pour sa région. Lyon est très éloigné de Genève. Chez nous, Milan est à 50 kilomètres. Les régions importantes de Varese et Côme se trouvent à notre porte. Ce rapport de force étouffe notre canton. Je rappelle que notre petit canton accueille 60 000 frontaliers, un tiers de ceux présents en Suisse. La question de la migration est un poids de plus pour les Tessinois qui en subissent déjà assez. C'est pour cela qu'il faut tenter de gérer ce nouvel afflux.

Malgré ces différences cantonales, restez-vous optimiste?

Je suis très pessimiste. L'UE manque de volonté pour résoudre les problèmes migratoires. Et la Suisse, qui est certainement plus eurocompatible que beaucoup d'autres pays européens, ne peut rien faire contre ce manque de volonté. ●

L'afflux de réfugiés à la frontière tessinoise ne se remarque pas dans la ville de Chiasso

► Cette proposition de fermeture de la frontière, faite dimanche dernier par Norman Gobbi, reflète-t-elle une crise humanitaire au Tessin? Lorsque Patrizia Pintus, municipale socialiste de Chiasso, nous reçoit dans son bureau, elle s'étonne: «Je n'ai pas accordé trop d'attention à cette proposition de fermeture des frontières. C'est une de plus de la part d'une certaine droite de notre canton.» Elle rappelle que d'autres provocations ont été faites récemment: un élu a prétendu qu'il y avait risque d'épidémie de gale, un autre a proposé la construction d'un mur sur la frontière. Autant de remarques qui n'auraient provoqué aucune réaction: les Tessinois semblent

résignés face à la Lega dei Ticinesi, ajoute Patrizia Pintus. Aucun problème à Chiasso? Antonio Simona, directeur du Centre fédéral d'enregistrement de Chiasso, reconnaît qu'il y a eu une augmentation des demandes d'asile de l'ordre de 50% par rapport à 2014. Une partie est distribuée dans les autres centres de Suisse. «La pression existe. Mais la situation est sous contrôle et il n'y a aucune urgence sanitaire», poursuit le directeur. Ce constat s'est vérifié dans les rues de la ville frontalière tessinoise, jeudi et vendredi. Les requérants sont discrets sur la place principale: ils apparaissent en famille. Les locaux, quant à eux, ne se plaignent pas de cette pré-



A la gare de Chiasso, les migrants sont fouillés...



... puis interrogés avant d'être transférés au Centre fédéral d'enregistrement.

sence qu'ils jugent pacifique. Bref la situation est beaucoup plus calme que lors du Printemps arabe. A l'époque, l'appa-

rition massive de jeunes Maghrébins célibataires avait créé des tensions avec la population. Pour rencontrer les requérants d'au-

jourd'hui, il faut se rendre à la gare de Chiasso. Jeudi dernier en fin de journée, chaque train en provenance de Milan est fouillé

par une dizaine de douaniers armés et gantés qui quadrillent le quai d'arrivée. De deux à dix personnes étrangères sont arrêtées dans chaque convoi. «Where are you from?» demandent les douaniers. «Eritrea», leur répondent les étrangers. «Asile, asile», ajoutent-ils en souriant, comme soulagés: la gare de Chiasso semble être la fin d'un long voyage. Puis les requérants disparaissent dans la zone douanière de la gare. Pour être ensuite transférés discrètement dans le centre d'enregistrement qui se trouve à deux pas. Nous n'en saurons pas plus. L'Administration fédérale des douanes nous a interdit de parler aux agents et de les photographier sur place. ●

